

**ARCHIVES HISTORIQUES  
DE LA COMMISSION**

COLLECTION  
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(82)1663

Vol. 1982/0077

### **Disclaimer**

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Note pour MM. les Membres de la Commission

Procédure écrite 1250/82

DELA VENDREDI 22 OCTOBRE 1982 12 H

Observations éventuelles : à M. WEHRENS (tél. 52362)  
ou Mme AUJEAN (tél. 56156) tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/100

**Objet: Conditions d'emploi des agents locaux en service à Dublin**  
**- modification de la réglementation**

Proposition de M. BURKE

Décision proposée

- approuver le projet de réglementation de la Commission modifiant la réglementation fixant les conditions d'emploi des agents locaux en service à Dublin

Commentaires

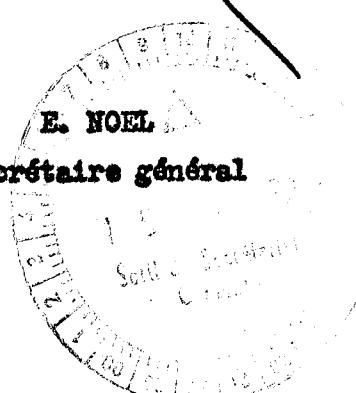
Ce projet a pour but d'adapter les conditions d'emploi des agents locaux en service à Dublin aux règles en vigueur dans le secteur public irlandais (jours de congé annuel, congé de maladie, insuffisance professionnelle).

Le Comité central du personnel a été consulté sur ce projet.

Le Comité du statut a émis un avis favorable à l'unanimité sur ce projet.

E. NOEL  
Secrétaire général

Copie à: MM. MOREL, STRASSER, FAGINI, EHLESMANN



07A 2

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction générale responsable:

PERSONNEL ET ADMINISTRATION

Services associés:

- pour accord -

D.G. BUDGETS

Accord

D.G. CONTROLE FINANCIER

Accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

Avis favorable

Historical Archives of the European Commission

NOTE à l'attention de Messieurs les Membres de la Commission

Objet : Modification de la réglementation fixant les conditions d'emploi des agents locaux en service à Dublin; jours de congé annuel; congés de maladie; insuffisance professionnelle

Proposition de Monsieur Richard BURKE

Le projet de réglementation ci-joint a pour but d'adapter les conditions d'emploi des agents locaux en service à Dublin aux règles en vigueur dans le secteur public irlandais.

L'article premier du présent projet vise l'article 12 de la réglementation et prévoit un congé de 23 jours ouvrables au lieu de 20 pour les agents locaux ayant accompli cinq années de service.

L'article 2 modifie la durée et les conditions d'octroi de l'indemnité différentielle prévue à l'article 24 de la réglementation, en cas d'incapacité de travail, en portant cette durée à deux mois pour les agents ayant moins de trois ans de service et à quatre mois pour les agents ayant plus de trois ans de service.

L'article 3 porte à deux jours la durée d'absence autorisée sans présentation de certificat médical telle que prévue à l'article 25 de la réglementation et impose la production d'un tel certificat dès que sur une période de douze mois les absences non justifiées dépassent un total de sept jours.

L'article 4 relatif à l'article 26 de la réglementation prévoit la possibilité de résilier le contrat en cas d'insuffisance professionnelle de l'agent local conformément aux dispositions en vigueur dans les réglementations applicables aux agents locaux des autres bureaux.

Les Directions générales des Budgets ainsi que du Contrôle financier ont donné leur accord à la présente proposition. Il a, en outre, été tenu compte des remarques formulées par le Service juridique.

Le Comité central du personnel estime qu'en matière de congé annuel la proposition est en retrait par rapport à la situation pour le personnel statutaire de la fonction publique irlandaise et demande pour nos agents locaux des avantages analogues, à savoir un maximum de congé avec rémunération de six mois par période de douze mois et de douze mois par période de quatre ans.

La présente proposition pour nos agents locaux en service à Dublin s'inspire des règles en vigueur pour le personnel contractuel de la fonction publique précitée lesquelles en l'occurrence constituent la seule base valable étant donné le caractère contractuel des relations entre la Commission et ses agents locaux. Cette même règle est d'ailleurs suivie pour fixer les droits des agents locaux dans les autres lieux d'affectation. En conséquence il ne paraît pas possible de retenir la demande du Comité central du personnel.

Enfin, le Comité du statut a, au cours de sa réunion du 1er juillet 1982, donné, à l'unanimité un avis favorable à la présente proposition.

En conséquence, il est demandé à Messieurs les Membres de la Commission de bien vouloir prendre la décision suivante:

"La Commission des Communautés européennes décide d'approuver le projet de modification de la réglementation fixant les conditions d'emploi des agents locaux en service à Dublin, tel qu'il est repris dans le texte en annexe."

PROJET DE  
REGLEMENTATION DE LA COMMISSION MODIFIANT  
LA REGLEMENTATION FIXANT LES CONDITIONS  
D'EMPLOI DES AGENTS LOCAUX EN SERVICE A  
DUBLIN

---

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

VU le statut des fonctionnaires des Communautés européennes ainsi que le régime applicable aux autres agents des Communautés fixés par le règlement (CEE, Euratom, CECA) no 259/68 (1) modifié en dernier lieu par le règlement (CECA, CEE, Euratom) no 662/82 (2) et notamment l'article 79 du régime applicable aux autres agents,

VU l'avis du Comité du statut,

APRES consultation du Comité du personnel;

CONSIDERANT qu'il apparaît nécessaire de modifier la réglementation de la Commission du 20 février 1974 (3) fixant les conditions d'emploi des agents locaux en service à Dublin, modifiée en dernier lieu par la réglementation du 9 novembre 1981,

CONSIDERANT que les dispositions relatives à l'octroi des jours de congé annuel et au nombre de jours de congé pour maladie dont peuvent bénéficier les agents locaux affectés à Dublin doivent être adaptées à celles applicables dans le secteur public irlandais,

CONSIDERANT qu'il convient d'harmoniser les règles applicables en cas d'insuffisance professionnelle avec celles prévues par les autres réglementations,

A ARRETE LA PRESENTE REGLEMENTATION:

Article premier

A l'article 12 de la réglementation fixant les conditions d'emploi des agents locaux en service à Dublin est insérée après la première phrase, la phrase suivante: "Ce congé est porté à 23 jours ouvrables pour un agent local ayant accompli cinq ans de service."

./.

---

(1) JO no L 56 du 4.3.1968, p.1  
(2) JO no L 78 du 22.3.1982, p.1  
(3) Procédure écrite no C/371/74

## Article 2

Le premier alinéa de l'article 24.1.a. de la réglementation est remplacé par l'alinéa suivant :

"En cas d'incapacité de travail par suite de maladie ou d'accident, l'agent local a droit pendant les deux premiers mois d'incapacité de travail s'il a moins de trois ans de service ou pendant les quatre premiers mois d'incapacité de travail s'il a plus de trois ans de service à une allocation correspondant à la différence entre la rémunération nette et les prestations accordées par le régime de sécurité sociale auquel l'agent local est affilié."

## Article 3

1. A l'alinéa premier de l'article 25 de la réglementation, le terme "troisième" est substitué au terme "deuxième".
2. Insérer entre le premier et le deuxième alinéa de l'article 25 de la réglementation l'alinéa suivant :

"Lorsque ces absences pour maladies, non supérieures à deux jours, dépassent sur une période de douze mois un total de sept jours, l'agent local est tenu de produire un certificat médical pour toute nouvelle absence pour cause de maladie."

## Article 4

1. Insérer à l'article 26 de la réglementation un paragraphe 4 nouveau, ainsi libellé :

"4. Le contrat de l'agent local qui fait preuve d'insuffisance professionnelle dans l'exercice de ses fonctions peut être résilié. Dans ce cas, le contrat d'engagement prend fin selon les conditions prévues au paragraphe 2. Avant toute décision de résiliation, l'autorité habilitée à conclure les contrats d'engagement informe l'agent local de son intention de prendre une telle décision et l'invite simultanément à présenter dans le mois des observations à cet égard. Copie de cette notification est adressée pour information à la section locale du Comité du Personnel.

En l'absence d'observations fournies par l'agent local avant l'expiration du délai sus-visé, de même que dans le cas où, en réponse aux observations de l'intéressé, l'autorité habilitée à conclure les contrats d'engagement maintiendrait son intention, cette autorité notifie à l'agent, en même temps que sa réponse aux observations de celui-ci, sa décision portant résiliation du contrat. Toutes précisions sont données dans cette décision en ce qui concerne la date de prise d'effet de la résiliation, compte tenu du délai de préavis".

Si l'agent local n'introduit pas de réclamation dans le délai prescrit ou si la réponse à la réclamation est négative, l'autorité habilitée à conclure les contrats d'engagement notifie à l'agent local la résiliation de son contrat en l'informant du délai de préavis à respecter."

2. Le paragraphe 4 devient le paragraphe 5 nouveau.

Article 5

La présente réglementation entre en vigueur le premier jour qui suit la décision de la Commission.

Historical Archives of the European Commission

Note pour MM. les Membres de la Commission

**Procédure écrite** E/1250/82

**DELA** VENDREDI 22 OCTOBRE 1982 12 H

Observations éventuelles: à M. WEHRENS (tél. 52362)  
ou Mme AUJEAN (tél. 56156) tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/100

**Objet: Conditions d'emploi des agents locaux en service à Dublin**  
- modification de la réglementation

Proposition de M. BURKE

Décision proposée

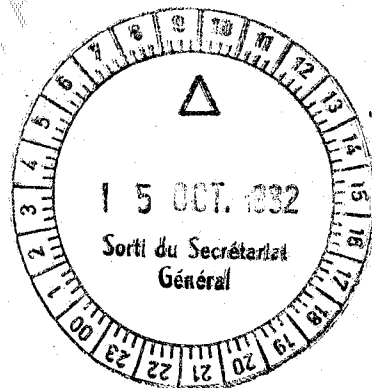
- approuver le projet de réglementation de la Commission modifiant la réglementation fixant les conditions d'emploi des agents locaux en service à Dublin

Commentaires:

Ce projet a pour but d'adapter les conditions d'emploi des agents locaux en service à Dublin aux règles en vigueur dans le secteur public irlandais (jours de congé annuel, congé de maladie, insuffisance professionnelle).

Le Comité central du personnel a été consulté sur ce projet.

Le Comité du statut a émis un avis favorable à l'unanimité sur ce projet.



E. NOEL  
Secrétaire général

Copie à: MM. MOREL, STRASSE, FACINI, EHLERMANN

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction générale responsable:

PERSONNEL ET ADMINISTRATION

Services associés:

- pour accord -

D.G. BUDGETS

Accord

D.G. CONTROLE FINANCIER

Accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

Avis favorable

Historical Archives of the European Commission

VERMERK FÜR DIE HERREN MITGLIEDER DER KOMMISSION

Betrifft: Änderung der Regelung der Beschäftigungsbedingungen für die örtlichen Bediensteten in Dublin; Jahresurlaub; Krankheitsurlaub; unzulängliche fachliche Leistungen

Vorschlag von Herrn Richard BURKE

Der beigefügte Entwurf einer Regelung bezweckt die Anpassung der Beschäftigungsbedingungen der örtlichen Bediensteten in Dublin an die im irischen öffentlichen Dienst geltenden Vorschriften.

Artikel 1 des vorliegenden Entwurfs betrifft Artikel 12 der Regelung und sieht einen Urlaub von 23 Arbeitstagen anstelle von 20 Arbeitstagen für diejenigen örtlichen Bediensteten vor, die 5 Dienstjahre abgeleistet haben.

Artikel 2 ändert die Dauer und die Gewährungsbedingungen der in Artikel 24 der Regelung bei Arbeitsunfähigkeit vorgesehenen Vergütung: ihre Dauer wird für Bedienstete mit weniger als drei Dienstjahren auf zwei Monate und für Bedienstete mit über drei Dienstjahren auf vier Monate erhöht.

Artikel 3 zielt darauf ab, die in Artikel 25 der Regelung vorgesehenen Dauer der ohne Vorlage eines ärztlichen Zeugnisses zulässigen Abwesenheit auf zwei Tage zu erhöhen und schreibt die Vorlage eines derartigen Zeugnisses vor, sobald die nicht durch Belege gedeckte Abwesenheit innerhalb eines Zeitraums von 12 Monaten insgesamt sieben Tage überschreitet.

Artikel 4 bezieht sich auf Artikel 26 der Regelung und sieht die Möglichkeit vor, den Vertrag im Falle unzulänglicher fachlicher Leistungen des örtlichen Bediensteten gemäß den Vorschriften zu lösen, die im Rahmen der auf die örtlichen Bediensteten in den anderen Büros anwendbaren Regelungen gelten.

Die Generaldirektion Haushalt und die Generaldirektion Finanzkontrolle haben diesem Vorschlag zugestimmt. Die Bemerkungen des Juristischen Dienstes sind berücksichtigt worden.

Die Zentrale Personalvertretung ist der Auffassung, daß der Vorschlag hinsichtlich des Jahresurlaubs hinter der Situation des statutarischen Personals des irischen öffentlichen Dienstes zurückbleibt und verlangt für unsere örtlichen Bediensteten analoge Vorteile, d.h. bezahlten Urlaub von höchstens sechs Monaten je Zeitraum von zwölf Monaten und von zwölf Monaten je Zeitraum von vier Jahren.

Dem vorliegenden Vorschlag für unsere örtlichen Bediensteten in Dublin liegen die Vorschriften zugrunde, die für das auf Vertragsbasis eingestellte Personal des irischen öffentlichen Dienstes gelten und die angesichts des Vertragsverhältnisses zwischen der Kommission und ihren örtlichen Bediensteten die einzige zulässige Basis bilden. Die gleiche Regel gilt im übrigen für die Festsetzung der Ansprüche der örtlichen Bediensteten in den anderen Dienstorten. Somit erscheint es nicht möglich, dem Antrag der Zentralen Personalvertretung stattzugeben.

Der Statutsbeirat schließlich hat in seiner Sitzung vom 1. Juli 1982 einstimmig eine befürwortende Stellungnahme zu dem vorliegenden Vorschlag abgegeben.

Die Herren Mitglieder der Kommission werden daher gebeten, folgenden Beschluß zu fassen:

"Die Kommission der Europäischen Gemeinschaften genehmigt den als Anlage beigefügten Entwurf einer Regelung zur Änderung der Regelung der Beschäftigungsbedingungen der örtlichen Bediensteten in Dublin."

ENTWURF EINER  
REGLUNG DER KOMMISSION ZUR ÄNDERUNG  
DER REGELUNG DER BESCHÄFTIGUNGSBEDINGUNGEN  
DER ÖRTLICHEN BEDIENTETEN IN DUBLIN

---

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN --

gestützt auf die Verordnung (EWG, Euratom, EGKS) Nr. 259/68 (1) zur Festlegung des Statuts der Beamten der Europäischen Gemeinschaften und der Beschäftigungsbedingungen für die sonstigen Bediensteten dieser Gemeinschaften, zuletzt geändert durch die Verordnung (EGKS, EWG, Euratom) Nr. 662/82 (2), insbesondere auf Artikel 79 der Beschäftigungsbedingungen für die sonstigen Bediensteten,

gestützt auf die Stellungnahme des Statutsbeirats,

nach Anhörung der Personalvertretung,

in der Erwägung nachstehender Gründe:

Es erscheint notwendig, die Regelung der Beschäftigungsbedingungen der örtlichen Bediensteten in Dublin vom 20. Februar 1974 (3), zuletzt geändert durch die Regelung vom 9. November 1981, zu ändern;

die Vorschriften über den Jahresurlaub und über die Zahl der Krankheitsurlaubstage für die örtlichen Bediensteten in Dublin müssen den im irischen öffentlichen Dienst geltenden Vorschriften angepaßt werden;

die Vorschriften für den Fall unzulänglicher fachlicher Leistungen müssen mit den in den anderen Regelungen vorgesehenen Vorschriften in Einklang gebracht werden

HAT FOLGENDE REGELUNG ERLASSEN:

Artikel 1

In Artikel 12 der Regelung der Beschäftigungsbedingungen der örtlichen Bediensteten in Dublin wird nach dem ersten Satz folgender Satz eingefügt:  
"Dieser Urlaub beträgt 23 Arbeitstage für örtliche Bedienstete, die fünf Dienstjahre abgeleistet haben."

- 
- (1) ABl. L 56 vom 4.3.1968, S. 1  
(2) ABl. L 78 vom 22.3.1982, S. 1  
(3) Schriftliches Verfahren Nr. C/371/74

## Artikel 2

Der erste Absatz von Artikel 24.1.a. der Regelung wird durch folgenden Absatz ersetzt:

"Bei Arbeitsunfähigkeit wegen Krankheit oder Unfall haben örtliche Bedienstete mit weniger als drei Dienstjahren während der ersten zwei Monate und örtliche Bedienstete mit mehr als drei Dienstjahren während der ersten vier Monate der Arbeitsunfähigkeit Anspruch auf eine Vergütung in Höhe des Unterschieds zwischen ihren Nettobezügen und den Leistungen der Einrichtung der sozialen Sicherheit, der sie angeschlossen sind."

## Artikel 3

1. In Artikel 25 Absatz 1 der Regelung ist das Wort "zweiten" durch das Wort "dritten" zu ersetzen.
2. Zwischen dem ersten und dem zweiten Absatz von Artikel 25 der Regelung ist folgender Absatz einzufügen:

"Sobald diese Abwesenheiten wegen Krankheit von nicht mehr als zwei Tagen in einem Zeitraum von zwölf Monaten insgesamt sieben Tage überschreiten, hat der örtliche Bedienstete bei jeder erneuten Abwesenheit wegen Krankheit ein ärztliches Zeugnis vorzulegen."

## Artikel 4

1. In Artikel 26 der Regelung ist ein neuer Absatz 4 folgenden Wortlauts einzufügen:

"4. der Vertrag des örtlichen Bediensteten, dessen fachliche Leistungen bei der Ausübung seiner Tätigkeit unzulänglich sind, kann gekündigt werden. In diesem Fall endet der Vertrag nach Maßgabe der in Absatz 2 vorgesehenen Bedingungen.

Vor jedweder Kündigungsverfügung unterrichtet die Einstellungsbehörde den örtlichen Bediensteten über ihre Absicht, eine derartige Verfügung zu erlassen und fordert ihn gleichzeitig auf, binnen eines Monats diesbezügliche Bemerkungen vorzubringen. Ein Abdruck dieser Mitteilung wird informationshalber der örtlichen Sektion der Personalvertretung zugeleitet.

Hat der örtliche Bedienstete innerhalb der vorgenannten Frist keine Bemerkungen eingereicht oder hält die Einstellungsbehörde in ihrer Antwort auf die Bemerkungen des Betreffenden an ihrer Absicht fest, so gibt sie dem Bediensteten gleichzeitig mit ihrer Antwort auf dessen Bemerkungen die Verfügung über die Kündigung des Vertrags bekannt. Diese Verfügung enthält alle Einzelheiten bezüglich des Wirksamkeitstermins der Kündigung unter Berücksichtigung der Kündigungsfrist".

Reicht der örtliche Bedienstete innerhalb der vorgeschriebenen Frist keine Beschwerde ein oder ist die Antwort auf die Beschwerde negativ, so gibt die Einstellungsbehörde dem örtlichen Bediensteten die Kündigung seines Vertrags bekannt und unterrichtet ihn über die vorgeschriebene Kündigungsfrist."

2. Absatz 4 wird zum neuen Absatz 5.

Artikel 5

Diese Regelung tritt am ersten Tag nach dem Datum des Kommissionsbeschlusses in Kraft.

Historical Archives of the European Commission

# TEXTE É

Note pour MM. les Membres de la Commission

1663

## Procédure écrite

1250/82

**DE LAI:**

~~VENDREDI 22 OCTOBRE 1982 12 H~~

Observations éventuelles: à M. WEHRENS (tél. 52362)  
ou Mme AUJEAN (tél. 56156) tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/100

**Objet: Conditions d'emploi des agents locaux en service à Dublin**  
- modification de la réglementation

Proposition de M. BURKE

Décision proposée

- approuver le projet de réglementation de la Commission modifiant la réglementation fixant les conditions d'emploi des agents locaux en service à Dublin

Commentaire:

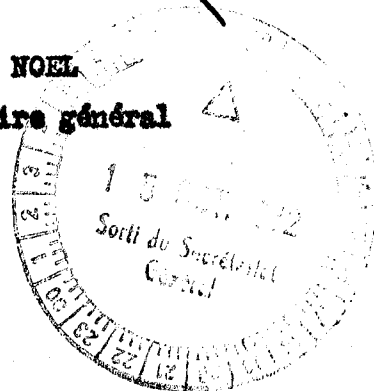
Ce projet a pour but d'adapter les conditions d'emploi des agents locaux en service à Dublin aux règles en vigueur dans le secteur public irlandais (jours de congé annuel, congé de maladie, insuffisance professionnelle).

Le Comité central du personnel a été consulté sur ce projet.

Le Comité du statut a émis un avis favorable à l'unanimité sur ce projet.

E. NOEL  
Secrétaire général

Copie à: MM. MOREL, STRASSER, FACINI, HELLMANN



DA 2

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction générale responsable:

PERSONNEL ET ADMINISTRATION

Services associés:

- pour accord -

D.G. BUDGETS

Accord

D.G. CONTROLE FINANCIER

Accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

Avis favorable

Historical Archives of the European Commission

MEMORANDUM FOR THE MEMBERS OF THE COMMISSION

Changes to the Rules laying down the Conditions of Employment of Local Staff serving in Dublin: annual leave; sick leave; professional incompetence

---

Proposal from Mr Burke

The aim of the attached draft Rules is to bring the conditions of employment of local staff serving in Dublin into line with the rules in force in the Irish public sector.

Article 1 extends the leave entitlement provided for in Article 12 of the Rules from twenty to twenty-three working days for local staff with five years' service.

Article 2 extends entitlement to the differential allowance in the event of incapacity for work provided for in Article 24 of the Rules to two months for local staff with less than three years' service and to four months for local staff with more than three years' service.

Article 3 extends to two days the period of sick leave authorized without a medical certificate, as provided for in Article 25 of the Rules, and makes it compulsory to produce a medical certificate should such absences of up to two days exceed a total of seven days over a period of twelve months.

With reference to Article 26 of the Rules, Article 4 makes provision for termination of contract in the event of incompetence in line with the procedure laid down in the conditions of employment of local staff elsewhere.

The Directorate-General for Budgets and the Directorate-General for Financial Control have endorsed the proposal. The comments made by the Legal Service have been taken into account.

The Central Staff Committee feels that the sick leave provided for in the proposal is less than the current entitlement for established staff in the Irish public service and would like to see our local staff being given the same advantages, namely a maximum of six months' sick leave with pay in any twelve months and twelve months' in any four years.

The present proposal reflects the rules in force for contract staff in the Irish public service as being the only valid basis given the contractual nature of the relationship between the Commission and its local staff. This is also the basis used to fix the entitlement for local staff in the other places of employment. It is consequently not possible to go along with the Central Staff Committee's request.

At its meeting on 1 July the Staff Regulations Committee endorsed the proposal unanimously.

The Members of the Commission are accordingly requested to take the following decision:

"The Commission of the European Communities has decided to approve the attached Rules amending the Rules laying down the Conditions of Employment of Local Staff serving in Dublin."

Historical Archives of the European Commission

## DRAFT

**RULES AMENDING THE COMMISSION RULES  
LAYING DOWN THE CONDITIONS OF EMPLOYMENT  
OF LOCAL STAFF SERVING IN DUBLIN**

---

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to Council Regulation (EEC, Euratom, ECSC) No 259/68 of 29 February 1968 laying down the Staff Regulations of Officials and the Conditions of Employment of Other Servants of the European Communities<sup>1</sup>, as last amended by Council Regulation (ECSC, EEC, Euratom) No 662/82 of 22 March 1982<sup>2</sup>, and in particular Article 79 of the Conditions of Employment of Other Servants,

Having regard to the Opinion of the Staff Regulations Committee,

After consulting the Staff Committee,

Whereas the Commission Rules of 20 February 1974 laying down the Conditions of Employment of Local Staff serving in Dublin<sup>3</sup>, as last amended by the Rules of 9 November 1981, need to be amended further;

Whereas the provisions governing annual leave and sick leave entitlement for local staff serving in Dublin need to be brought into line with those applicable in the Irish public service;

Whereas the procedure applicable in the event of professional incompetence needs to be brought into line with that laid down in the conditions of employment of local staff elsewhere,

HAS ADOPTED THESE RULES:

Article 1

The following sentence is inserted after the first sentence of Article 12 of the Rules laying down the Conditions of Employment of Local Staff serving in Dublin: "This shall be increased to twenty-three working days for local staff with five years' or more service".

---

<sup>1</sup>OJ L 56, 4 March 1968, p. 1.

<sup>2</sup>OJ L 78, 22 March 1982, p. 1.

<sup>3</sup>Written procedure No C/371/74.

Article 2

The first subparagraph of Article 24(1)(a) of the Rules is replaced by the following:

"A member of local staff unable to work as a result of sickness or accident remains entitled for the first two months of incapacity if he has less than three years' service or for the first four months of incapacity if he has more than three years' service to an allowance equal to the difference between his net remuneration and the allowances to which he is entitled by reason of his affiliation to a social security scheme".

Article 3

1. In the first paragraph of Article 25 of the Rules the word "second" is replaced by "third".

2. The following paragraph is inserted between the first and second paragraphs of Article 25:

"If, over a period of twelve months, a member of local staff is absent for up to two days because of sickness for a total of more than seven days, he shall produce a medical certificate for any further absence because of sickness".

Article 4

1. A new paragraph 4, worded as follows, is inserted in Article 26 of the Rules:

"4. A member of local staff who proves incompetent in the exercise of his duties may be dismissed. In that case he shall be entitled to notice as provided in paragraph 2.

Prior to taking any such decision, the authority empowered to conclude contracts of employment shall notify the member of local staff of its intention to do so and shall at the same time ask him to comment within one month. A copy of the notification shall be sent to the local section of the Staff Committee for information.

If the member of local staff makes no comment within the time allowed or if, in response to such comments as are made, the authority empowered to conclude contracts of employment persists in its intention, the decision terminating the contract shall be sent to the member of local staff together with a reply to his comments, if any. The decision shall specify the date on which the contract is to cease to have effect, taking into account the period of notice.

If the member of local staff does not submit a complaint within the time allowed, or if the complaint is rejected, the authority empowered to conclude contracts of employment shall notify the member of local staff that his contract is to be terminated and inform him of the period of notice to be observed".

2. The former paragraph 4 is renumbered paragraph 5.

Article 5

These Rules shall enter into force on the day following their adoption by the Commission.

Historical Archives of the European Commission